

FORMULAIRE DE COMPTE-RENDU OFFICIEL



DATE DE LA CONCERTATION	Mardi, 15 Juin 2021 09:00 GMT -04:00
TITRE DE LA CONCERTATION	Systèmes alimentaires analyses et solutions
COORDONNATEUR	Agr. Harmel Cazeau, Coordonateur de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire(CNSA)
PAGE DE LA CONCERTATION	https://summitdialogues.org/fr/dialogue/41040/
TYPE DE CONCERTATION	État membre
CIBLE GÉOGRAPHIQUE	Haiti

Les résultats de la Concertation pour le Sommet sur les systèmes alimentaires seront utiles pour développer la voie vers des systèmes alimentaires durables là où elles ont lieu. Ils constitueront une contribution précieuse aux voies nationales et intéresseront également les différents groupes de travail qui préparent le Sommet : les pistes d'action, les groupes scientifiques et les Champions, mais aussi les autres Concertations.

1. PARTICIPATION

NOMBRE DE PARTICIPANTS TOTAL

50

PARTICIPATION PAR TRANCHE D'ÂGE

0-18

14

19-30

32

31-50

3

51-65

66-80

80+

PARTICIPATION PAR SEXE

28 Homme

22 Femme

1 Je préfère ne pas répondre / autre

NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE SECTEUR

10 agriculture/cultures

3 Pêche et aquaculture

3 Élevage

2 Agroforesterie

3 Environnement et écologie

3 Commerce

10 Éducation

3 Communication

3 Transformation des aliments

5 Commerce alimentaire, marchés

1 Industrie alimentaire

Services financiers

1 Soins de santé

nutrition

2 Gouvernement national ou local

Utilitaires

Industrie

Autre

NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE GROUPE DE PARTIES PRENANTES

10 Petite / moyenne entreprise / artisan

Grande entreprise nationale

Société multinationale

4 Petit exploitant

9 Exploitant moyen

Grand exploitant

5 Organisation non gouvernementale locale

Organisation non gouvernementale internationale

Peuple autochtone

10 Science et université

3 Travailleurs et syndicats

Membre du Parlement

2 Autorités locales

1 Gouvernement et institution nationale

Communauté économique régionale

Nations Unies

Institution financière internationale

1 Fondation privée / Partenariat / Alliance

5 Groupe de consommateurs

Autre

2. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

COMMENT AVEZ-VOUS ORGANISÉ LA CONCERTATION DE FAÇON À INTÉGRER, RENFORCER ET AMÉLIORER LES PRINCIPES?

La CNSA, Coordination Nationale de sécurité alimentaire, en tant qu'instance d'aide à la décision destinée à influencer les politiques publiques dans le domaine de sécurité alimentaire, a reçu mandat et support nécessaires des autorités gouvernementales pour préparer le sommet sur le système alimentaire qui auront lieu en septembre prochain à New York. Les ateliers du département du Sud ont eu lieu les 15 et 16 juin 2021. Durant les deux journées, un total de cinquante (50) personnes étaient présentes dont vingt-deux (22) hommes et vingt-huit (28) femmes. Participation d'au moins quinze secteurs avec dix groupes de parties prenantes avec un fort pourcentage d'entreprises artisanales et d'exploitants de petites tailles de plusieurs secteurs ce qui reflète très bien la réalité de notre système alimentaire, des étudiants d'universités de la place étaient en quantité non négligeables.

COMMENT AVEZ-VOUS FAIT EN SORTE QUE VOTRE CONCERTATION REFLÈTE DES ASPECTS SPÉCIFIQUES DES PRINCIPES ?

AVEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER AUX AUTRES COORDONNATEURS DE CONCERTATIONS SUR L'ÉVALUATION DES PRINCIPES D'ENGAGEMENT ?

L'urgence de la situation a été démontrée avec les conséquences pour le futur si rien n'est fait pour renverser la tendance. Les concertations doivent s'inscrire dans un registre plus global. Compte tenu de l'importance du système alimentaire et les conséquences de sa mauvaise gestion sur l'avenir du pays et de tout un peuple, un système d'alerte doit être mis en place afin de mieux sensibiliser la population pour une prise de conscience. Pour la préparation du sommet, tous les secteurs et parties prenantes étaient certes contactés mais ils n'ont pas vraiment eu le temps de bien s'imprégner du sujet comme il se devrait, pour le placer dans son véritable contexte. Il fallait respecter le délai. Ces principes d'engagements seront toujours valables. Chaque état membre doit faire en sorte de les intégrer, renforcer et améliorer pour une meilleure gestion de leur système alimentaire. Le concept étant nouveau, ces principes serviront de prémices pour édifier un bon système alimentaire au profit de tous. C'est un travail de longue haleine qui ne peut s'arrêter qu'avec un sommet, il doit faire partie de nos habitudes de vie quotidiennes car notre survie et celle de nos descendances en dépendent.

3. MÉTHODE

Les résultats d'une Concertation sont influencés par la méthode utilisée.

AVEZ-VOUS UTILISÉ LA MÉTHODE RECOMMANDÉE DANS LE MANUEL DE RÉFÉRENCE DES COORDONNATEURS ?

Oui



Non

La méthodologie adoptée est celle préconisée par le secrétariat du sommet, la présentation est faite à l'aide du fichier « série de diapositives standard des concertations pour le sommet » • Accueil des participants • Propos et Prière d'ouverture • Programme de la journée et objectifs de la concertation • Présentation des participants (nom, secteur et institution ou organisation) • Lecture du mot du Coordonnateur (version créole) • Lecture de la définition du Système alimentaire • Diagnostic des systèmes alimentaires mondial et local • Formation des groupes de discussion et présentation de l'outil contenant les questions à débattre au sein des groupes • Animation et supervision des groupes de discussion • Animation de la séance plénière pour le partage des comptes-rendus sur les résultats et les sentiments du groupe de discussion • Résumé et clôture du processus des concertations • Prise de vue La journée de concertation peut être divisée en trois grandes périodes : ☐ Présentation et mise en contexte La période de prise de connaissance, d'échange, des grandes présentations visant la production d'informations sur les systèmes alimentaires et d'explication sur le processus du Sommet. ☐ Plénière Les participants se regroupent pour travailler ☐ Restitution Deux rapporteurs de chaque groupe lisent les procès-verbaux Durant les moments de pause les participants prennent une collation et fassent de plus ample connaissance.

THÈMES ET RÉSULTATS DE LA CONCERTATION

POINT D'INTÉRÊT MAJEUR

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ne pourraient être atteints sans transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils deviennent plus productifs, écologiquement durables et capables de fournir des aliments plus nutritifs et abordables.

En ce sens, la réalisation de la concertation dans le département du sud suggère un changement de paradigme. Il s'agissait de réaffirmer l'importance du passage de l'agriculture de subsistance, axée principalement sur la consommation, à la possibilité de remodeler le système pour qu'il devienne plus productif, résilient, durable et sain. Un changement seulement possible par une approche collective des principaux acteurs fortement impliqués dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire sur les voies et moyens liés à la mise en œuvre des systèmes alimentaires durables.

Il s'agit d'une étude complète des systèmes alimentaires qui tient compte des cinq pistes d'action avec pour cadre de référence des enjeux nutritionnels, socioéconomiques et environnementaux.

1- Enjeux nutritionnel : Eradiquer la faim et assurer la santé nutritionnelle de manière durable.

☐ Quels sont les besoins alimentaires (Produits vivriers, protéines animales, fruits et légumes, etc.) actuels de la population ?
☐ Comment combler les déficits actuels en matière de production ? Pistes de réflexion : toutes les politiques/actions pour agir sur les contraintes à la croissance de la production alimentaire ?

☐ Comment organiser les industries de transformation pour répondre à ces besoins alimentaires ?

☐ Comment limiter ou contrer les variations saisonnières dans les disponibilités alimentaires ?

☐ Quels systèmes permettent de garantir la conformité aux normes de sécurité et de qualité des denrées ou des produits transformés ?

☐ Comment organiser la logistique de distribution ?

☐ Quelles sont les habitudes/préférences alimentaires de ménages ?

☐ Comment porter les ménages à changer d'habitudes alimentaires et quels sont les enjeux qui y sont associés ?

☐ Comment rendre accessibles les aliments produits aux groupes les plus vulnérables ?

2- Enjeu socioéconomique : Stimuler une croissance inclusive à partir des transformations structurelles de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

☐ Comment développer l'industrie des intrants agricoles (machines et équipements; fertilisants et pesticides et l'industrie d'équipements pour la transformation (machines, outils etc.), les industries d'emballage ?

☐ Comment intégrer / connecter les petites, les moyennes et les grandes entreprises dans la chaîne de distribution alimentaire ?

☐ Quelles politiques d'infrastructures de distribution (moyens de stockage/conservation, de transports ?)

☐ Comment stimuler les investissements privés (investissements locaux et investissements étrangers ? directs) dans la transformation structurelle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

☐ Quelles politiques fiscales, commerciales et financières pour soutenir la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

☐ Quelles politiques de régulation compatibles à la transformation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (législation qui encadre la concurrence) ?

☐ Quelles politiques de formation professionnelle pour soutenir ces changements structurels ?

☐ Comment intégrer la problématique de genre dans la transformation de la chaîne d'approvisionnement ?

☐ Quelles politiques de protection sociales pour les travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ?

3- Enjeux environnementaux : Promouvoir des comportements responsables dans la transformation de la chaîne alimentaire

☐ Comment la dégradation de l'environnement et les changements climatiques affectent les systèmes alimentaires actuels ?

☐ Quelles politiques d'adaptation aux changements climatiques ?

☐ Quelles politiques de protection et de restauration des écosystèmes naturels ?

☐ Quelles normes environnementales qui régissent les comportements des acteurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement ?

☐ Comment protéger les groupes les plus vulnérables contre les effets des changements climatiques majeurs ?

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Gouvernance c'est la bonne gestion des institutions publiques et ou privées. L'instabilité politique empêche à l'Etat de jouer son rôle régalien dans tous les secteurs de la vie nationale, il a failli à sa mission. La population n'a pas accès aux services sociaux de base. Alors que l'Etat à travers ses organes devrait construire des routes, ponts, hôpitaux, école, faciliter l'accès aux soins de santé. Les institutions de socialisation ne respectent pas les normes et les principes. La population n'a pas accès aux soins de santé, pas de sécurité alimentaire, la pauvreté est féminisée. La décadence de l'état a de gros impact sur la bonne marche des institutions qui ne fournit presque aucun service. Les communes sont toujours traitées en parents pauvres, des mesures doivent être prises pour les doter de certains services primaires.

Au niveau de la production

Il faut redéfinir le rôle de l'Etat dans les prestations des services publics et la gestion de l'espace. Un zonage s'avère important pour délimiter les espaces, les terres cultivables en proie à de grandes constructions.

Le MARNDR doit : renforcer les BAC en les dotant d'équipements, mécaniser l'agriculture, construire et renforcer les systèmes d'irrigation, normaliser le transport des bétails ; doter les pêcheurs de matériels adaptés (de gros bateaux pour conserver leurs produits), informer la population sur le rôle de la Banque Nationale de Développement Agricole(BNDA).

Les politiques publiques doivent inciter à la mise en place de services de fournitures d'intrants dans les différentes communes, encourager la production de poulets de chair et d'œufs et la création de centres de production de nourriture pour bétail.

Une loi cadre devrait être votée sur le bien être animal : les animaux sont transportés dans de mauvaises conditions. La vaccination et l'identification doivent être systématiques. Le MARNDR devrait encourager les éleveurs dans la production et la conservation de fourrage. Les producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) devraient se regrouper en association apolitique pour avoir plus de force dans leurs revendications.

Le MTPC doit construire des routes agricoles pour faciliter le transport des produits pour diminuer les pertes post-récoltes. Le MCI doit contrôler et vérifier les produits importés. Le MEF doit encourager les mutuelles de solidarités. Les organisations de producteurs devraient faire des plaidoyers au près des mutuels de solidarités pour octroyer des prêts rapides à un taux plus bas par rapport à la banque

Santé Nutritionnelle, consommation responsable

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) doit encourager la population à faire du sport pour prévenir certains problèmes de santé publique, intégrer l'éducation nutritionnelle dans le cursus scolaire. Le MSPP doit doter les sections communales de centres et d'agent de santé. Le MSPP et le MARRDR doivent contrôler la qualité des produits importés et locaux, renforcer des structures déconcentrées pour faire respecter les lois, les normes et les règles d'hygiène.

Le MSPP doit Bâtir des horaires de repas en tenant compte de leur apport en énergie, en calorie, en protéine et vitamine et micronutriments, il doit encourager la population à boire de l'eau et lui montrer l'importance d'une bonne alimentation saine et équilibrée. Enfin il doit doter les sections communales de centres et d'agents de santé.

Questions environnementales : Consommation et production responsable, Changements climatiques.

Avec le changement climatique, les problèmes environnementaux deviennent de plus en plus préoccupants. Les déchets plastiques occupent tous les espaces, lors des pluies les villes sont inondées avec perte de vies humaines, de bétails, et de construction. L'urbanisation sauvage devient la règle : les constructions tendent à occuper les espaces cultivables. Il est urgent d'apporter des solutions pour diminuer les impacts. Les MDE, MARNDR, doivent travailler en synergie pour mieux gérer le milieu ambiant, l'eau et le matériel génétique ; promouvoir le système agroforestier pour la diversification des produits, encourager la consommation de produits locaux, mettre en place des forêts énergétiques pour aussi séquestrer le carbone, mettre en place un système de veille climatique pour l'alerte précoce, l'utilisation de plantes qui s'adaptent au changement climatique. Les entrepreneurs doivent encourager l'utilisation d'énergie renouvelable. Le MTPTC devrait encourager les constructions parasismiques et la modernisation du transport en commun pour diminuer les effets de serre. Le ministère de la communication doit sensibiliser la population aux effets de la surpopulation sur l'environnement et le bien être.

Protection sociale et gouvernance /genre.

Les législateurs doivent redéfinir de nouvelles politiques publiques sur les valeurs de la famille, et la typologie de la famille, prendre en compte le quota de participation des femmes dans l'état, et encourager la participation des femmes dans les élections, permettre aux filles de s'impliquer dans tous les aspects de la vie nationale en les considérant comme des personnes à part entière.

PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 1/5

Filières agricoles, Elevage, Pêche, Stockage, Transformations, commercialisation des produits agricoles, Fournisseurs de services financiers, Fournisseurs d'intrants agricoles et d'équipements agricoles, Prestataires de services, transport.

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

L'Etat doit créer un climat permettant la libre circulation des biens et services pour que les échanges des produits puissent se faire sans encombre. Cela évitera le gaspillage en période de production. L'Etat doit créer un climat propice à l'investissement, ce qui augmenterait le niveau de production et réduire l'importation. Des campagnes de sensibilisation de masse à travers les médias et les réseaux sociaux aux problèmes de surpopulation pour une prise de conscience collective qui aboutira à une réduction de taux de natalité, il en résultera une diminution de pression sur les ressources.

Entres autres actions pour lever les contraintes liées à la production, on peut citer : Zonage pour éviter l'urbanisation des terres agricoles, Formation des agriculteurs aux techniques modernes de culture, l'utilisation et l'entretien d'équipements modernes, de matériels automatisés et véhicules agricoles.

La mise en place de plans financiers qui soient accessibles dans chaque commune afin de pouvoir acheter des semences et matériels agricoles.

Incitation à la mise en place de boutiques d'intrants agricole au niveau de chaque commune.

Gestion de l'eau par la réhabilitation des systèmes d'irrigation et la mise en place d'impluvium, de citernes dans les zones arides.

Promouvoir le regroupement des agriculteurs en association apolitique pour une meilleure gestion de leur milieu.

Favoriser le développement des mutuels de solidarité pour octroyer des prêts le plus rapide et à un taux plus bas que les banques commerciales.

Les acteurs qui influencent les actions

Le pays doit jouir d'un climat de paix, propice au respect des normes établies. L'Etat doit créer un environnement stable propice à l'investissement, créer des marchés pour écouler les produits, augmenter les taxes sur les produits importés pour appuyer le développement des filières de production locale. On doit sensibiliser la population à la consommation des produits locaux, mettre en place des usines de transformation pour éviter les gaspillages.

Les administrations des services déconcentrés (MARNDR, MF, MTPTC) doivent être renforcées pour soutenir le développement des filières agricoles.

Après le renforcement et la mise à niveaux des membres des comités des associations, ils seront en mesure de :

- Réaliser des études de marchés, faire des recherches qualité /prix pour les produits.
- Contrôler la gestion, le fonctionnement des boutiques d'intrants, produire des rapports sur la qualité des intrants qui seraient accessibles à tous.
- Accompagner les producteurs dans la gestion et l'utilisation des intrants.
- Se placer comme intermédiaires et ou médiateurs si nécessaire, entre les cultivateurs et les boutiques d'intrants

Les moyens d'évaluation des progrès

- Les rapports de suivis des protocoles signés entre les acteurs.
- La qualité de l'environnement des affaires
- Le niveau d'importation des produits alimentaires, plus précisément le niveau d'auto-suffisance dans certaines filières alimentaires
- Le niveau d'approvisionnement des marchés en produits locaux
- L'évaluation du respect des principes de transparence de partage d'information entre toutes les parties prenantes et vérification des informations importantes.
- Réalisation des enquêtes avant, pendant et après la mise en œuvre des actions pour évaluer d'ici à 2030.

PISTES D'ACTION

<input type="checkbox"/>	Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
<input type="checkbox"/>	Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
<input type="checkbox"/>	Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
<input checked="" type="checkbox"/>	Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
<input type="checkbox"/>	Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

<input checked="" type="checkbox"/>	Finance	<input type="checkbox"/>	Politique
<input type="checkbox"/>	Innovation	<input type="checkbox"/>	Données et preuves
<input type="checkbox"/>	Droits de l'homme	<input type="checkbox"/>	Gouvernance
<input type="checkbox"/>	L'autonomisation des Femmes et des Jeunes	<input type="checkbox"/>	Compromis
<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 2/5

Groupe 2 : Santé Nutritionnelle, Consommation et nutrition responsable

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

Les produits hors saisons sont hors de prix pour les petites bourses. La population est obligée de consommer ce qui est disponible. Elle n'a pas connaissance de l'interrelation entre la nutrition et la santé. La population est vulnérable aux maladies n'ayant pas consommé les vitamines et minéraux dont le corps a besoin pour rester en santé. Manque de moyen financier pour acheter de la nourriture, manque d'hygiène.

Les actions urgentes sont :

- Former des agents sanitaires pour des services de proximité
- Construire des centres de santé dans toutes les sections communales
- Accompagner les cultivateurs dans la transformation de leurs produits

Les acteurs qui influencent les actions

Les organisations sensibiliseront la population à la ration alimentaire à adopter et le respect des règles d'hygiène et elles surveilleront le bon fonctionnement de la santé. Le MTPTC/MSPP construit les centres de santé, les marchés publics. La société civile s'organise pour assurer le suivi pour la bonne marche des institutions. Les familles prennent leur responsabilité pour bien nourrir leur progéniture.

Les moyens d'évaluation des progrès

Des enquêtes statistiques avant, pendant et après la mise en œuvre des actions pour suivre les changements dans les indicateurs nutritionnels, plus précisément les ODD associés aux indicateurs..

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 3/5

Questions environnementales : Consommation et production responsable, Changements climatiques.

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

Les pratiques d'incinération des déchets polluent la nappe phréatique. La perturbation des saisons qui affecte le niveau de précipitations aurait des conséquences sur les productions agricoles.

Le déboisement et les érosions dus aux pratiques culturales (sarclage des cultures dans les zones à pentes.) provoquent des inondations dans les villes des cayes, cavaillon, centre ville de Maniche. Perte de bétails, de récolte, déplacement temporaire de population

Les actions urgentes :

- Elaborer un plan de reboisement
- Mise en place de centres de décharge dans les communes pour le traitement et le recyclage de déchets
- Plan d'assainissement urbain et rural, avec réseau de drainage intégré
- Points fixes et permanents de poubelles communales
- Système de ramassage d'ordure permanent
- Mise en place de toilettes modernes dans les marchés publics.

Les acteurs qui influencent les actions

Ces actions seront surtout menées par le MDE et le MARNDR

- Augmentation des compétences des associations dans la gestion de déchets et la protection de l'environnement
- Contrôler l'utilisation de produits chimiques

Protection des aires protégées

- Promouvoir la transparence dans la communication des rapports entre tous les parties prenantes
- Créer des espaces pour des banques de carbone
- Reboisement, conservations de sol et correction des ravins

Les organisations accompagnent la population dans la transition vers des pratiques et des habitudes respectueuses de l'environnement

Les moyens d'évaluation des progrès

- La reddition de compte sur une base cyclique avec le principe de transparence
- La vérification et le contre vérification de données de rapports
- L'évaluation des ressources en voie de disparition avant et après l'adoption de nouvelles mesures et projets.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- | | | | |
|--------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------|
| <input type="checkbox"/> | Finance | <input type="checkbox"/> | Politique |
| <input type="checkbox"/> | Innovation | <input type="checkbox"/> | Données et preuves |
| <input type="checkbox"/> | Droits de l'homme | <input type="checkbox"/> | Gouvernance |
| <input type="checkbox"/> | L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | <input type="checkbox"/> | Compromis |
| <input type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> | Environnement et climat |

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 4/5

Groupe 4 : Protection sociale

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

- ☐ Création de la base de données sur les populations vulnérables
- ☐ Recensement de la population et des habitats
- ☐ Implication des communautés dans la production relative à l'alimentation des enfants en âge scolaire
- ☐ Renforcement de la transparence dans la gestion des fonds alloués.
- ☐ Plus de disciplines dans la gestion des fonds de « cash for work », avec audit de la cours supérieure des comptes.

Les acteurs qui influencent les actions

IHSI, CNSA se chargeront des enquêtes de suivi des indicateurs, les MAST et les autres institutions étatiques impliquées dans la protection sociale s'occuperont de la mise en œuvre des actions.

- ☐ Faciliter l'accès des groupes vulnérables aux soins de santé et à un paquet minimum de biens et services
- ☐ Extension de la couverture des assurances santé aux travailleurs dans le secteur informel
- ☐ Assurer une meilleure gestion des fonds de pension comme l'ONA pour assurer aux affiliés retraités des revenus capables de garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les moyens d'évaluation des progrès

- ☐ Les réformes des programmes d'assurance et de retraite
- ☐ Le taux de couverture de la population par le système d'assurance santé
- ☐ La situation nutritionnelle des personnes bénéficiant d'une couverture d'assurance et de pension

PISTES D'ACTION

- ☐ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ☐ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ☐ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ☐ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- ☐ Finance
- ☐ Innovation
- ✓ ☐ Droits de l'homme
- ☐ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ☐ Politique
- ☐ Données et preuves
- ☐ Gouvernance
- ☐ Compromis
- ☐ Environnement et climat

RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 5/5

Gouvernance et Genre, rôle et participation des femmes

Les points de vue des participants sur les actions urgentes,

L'Etat est absent dans les sections communales, les services sociaux de base sont quasi inexistantes, pas de travail autre que dans l'agriculture. Or le travail agricole est saisonnier, les jeunes ont tendance à migrer massivement dans les villes à la recherche de services, et envisager plus tard à s'orienter vers des lieux jugés plus cléments, des pays étrangers. D'où une rareté de main d'œuvre. A cela s'ajoutent les problèmes fonciers. Des recommandations :

- ☐ Voter des lois cadres facilitant la mobilité des femmes, leur participation à des espaces de pouvoir
- ☐ Faciliter l'accès des femmes aux ressources productives
- ☐ Réduire l'écart dans l'accès aux services de base entre les femmes résidant en milieu urbain et les femmes résidant en milieu rural. Il en est de même de l'écart entre les ménages ruraux et les ménages urbains dans l'accès de ces services.
- ☐ Redéfinir le rôle de la famille qui est une institution de socialisation qui est là non seulement pour construire des hommes capables d'autonomie individuelle mais aussi de création collective.
- ☐ Redéfinir de nouvelles politiques publiques sur les valeurs de la famille et les typologies de famille.

Les acteurs qui influencent les actions

Les ministères de MCFDF, MAST sont les premiers concernés. Mais les associations de producteurs, les associations de femmes pourront servir de catalyseur pour permettre au gouvernement de mieux assurer l'autonomisation des femmes.

Les moyens d'évaluation des progrès

- ☐ Représentation des femmes dans les espaces de pouvoir
- ☐ Accès des femmes aux ressources productives (crédit, accès à la formation, aux marchés, etc)
- ☐ Enquête avant, pendant et après la mise en œuvre des actions

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- | | |
|---|-------------------------|
| Finance | Politique |
| Innovation | Données et preuves |
| Droits de l'homme | Gouvernance |
| ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes | Compromis |
| | Environnement et climat |

POINTS DE DIVERGENCE

Désaccord sur le mode de gestion des boutiques d'intrants au niveau communal. Pour certains les mairies devraient s'y impliquer, pour d'autres un comité de membres des associations de toutes les sections communales ferait l'affaire. A la fin, ils se sont mis d'accord pour l'adoption d'une structure mixte (les mairies et les membres des associations ensemble). Sur la mise en œuvre du plan de reboisement et de la protection des ressources naturelles, comme planificateur et gestionnaire, ils avaient identifié les autorités locales (mairie, ASEC, CASEC) uniquement. Mais après discussion ils ont jugé bon d'intégrer aussi les associations d'agriculteurs et de pêcheurs..

Concernant le retour après les ateliers, certains pensent qu'on devrait les appeler nommément pour qu'ils participent à la mise en œuvre des projets, parce que ce sont eux qui avaient participé à l'atelier en l'occurrence à l'identification des projets.

PISTES D'ACTION

- Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

MOTS-CLÉS

- Finance
- Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- Politique
- Données et preuves
- Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

PIÈCES JOINTES ET LIENS UTILES

PIÈCES JOINTES

- **Extraits des présentations des différents groupes thématiques**
<https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/08/Extraits-des-presentations-des-differents-groupes-thematiques-SUD.docx>